

## LA VERITE

Organe du Parti Communiste Internationaliste (trotskyste)

Supplément au n° 430  
du 2 novembre 1956

**Vive les Conseils ouvriers hongrois, en lutte  
contre la bureaucratie du Kremlin !**

**Vive la Pologne socialiste indépendante !**

**A BAS L'INFAME INTERVENTION RUSSE CONTRE LES PROLETAIRES HONGROIS !**

Les grandioses nouvelles de la révolution hongroise méritent de provoquer l'enthousiasme dans le cœur de tous les travailleurs. Stimulés par l'exemple des prolétaires polonais, qui ont contraint les hommes du Kremlin à un recul précipité, les ouvriers, les étudiants, les soldats hongrois, avec un héroïsme extraordinaire, ont affronté victorieusement les tanks russes et les mitrailleuses de la police secrète stalinienne. Ils ont abattu le régime bureaucratique instauré par les agents de Staline ; ils se battent pour l'indépendance de leur pays, pour l'évacuation des troupes russes.

Silence aux disciples attardés du contre-révolutionnaire Staline, assassin des compagnons de Lénine ! Silence aux Thorez-Duclos-Servin, qui, mortellement effrayés, abreuvant de calomnies les héroïques prolétaires hongrois ! Qui espèrent-ils convaincre que les ouvriers de Pologne et de Hongrie veulent restaurer le capitalisme ? Qu'ils sont tombés par milliers pour les beaux yeux des impérialistes occidentaux ?

Ces mêmes hommes, dirigeants du Parti Communiste Français, ont proféré les mêmes basses injures contre la « clique fasciste de Tito » — ce même Tito à la porte de qui font queue les délégations des Partis Communistes du monde entier, à la suite de Khrouchtchev et Boulganine ; ce même Tito qui fait faire antichambre à la délégation du P.C.F. Ces mêmes hommes traitèrent de fascistes les insurgés de Berlin-Est, en 1953, et les insurgés de Poznan, qu'aujourd'hui le nouveau gouvernement communiste polonais de Gomulka salue comme d'authentiques combattants pour la démocratie ouvrière. Ces mêmes hommes insultaient basement les militants trotskystes du P.C.I., les meilleurs combattants de la classe ouvrière. Ces mêmes hommes n'ont pas trouvé assez d'injures contre le communiste Rajk, pendu sur l'ordre de Staline, auquel les travailleurs de Budapest viennent de faire une réhabilitation grandiose. Ces mêmes hommes ont voté les pouvoirs spéciaux à Mollet-Lacoste pour la sale guerre d'Algérie, la guerre des colonialistes, la guerre des capitalistes ! Ces mêmes hommes, en 1944-47, ont sauvé la bourgeoisie française, en imposant la dissolution des milices ouvrières patriotiques, en prêchant le « produire d'abord », en proclamant que « la grève est l'arme des trusts ! » Ces mêmes hommes, aujourd'hui, s'opposent par tous les moyens en leur pouvoir à la volonté des travailleurs français de mettre fin au régime de misère et de guerre qu'ils subissent par un mouvement d'ensemble contre le patronat et son gouvernement, par la grève générale, par des manifestations de masse dans les rues !

Des calomnies contre les insurgés de Poznan, Gomulka, dans son discours devant le Comité Central du Parti Ouvrier Unifié Polonais, a fait justice, lorsqu'il a dit :

« Les travailleurs de Poznan n'ont pas protesté contre la Pologne Populaire, ou contre le socialisme, lorsqu'ils sont descendus dans la rue. Ils ont protesté contre le mal qui s'est largement répandu dans notre système social et qui les a touchés également douloureusement,

contre les déviations des principes fondamentaux du socialisme qui est leur idéal... Les agents et les provocateurs peuvent être et agir partout et toujours. Mais jamais et nulle part ils ne peuvent décider de l'attitude de la classe ouvrière... Les causes de la tragédie de Poznan et du profond mécontentement de la classe ouvrière se trouvent chez nous, dans la direction du Parti, du gouvernement. »

Et c'est « Szabad Nep », l'organe central du Parti des Travailleurs hongrois (communiste) qui répond à « L'Humanité », lorsqu'il écrit, le 28 octobre :

« Le peuple exige l'ordre, et en premier lieu le départ des troupes soviétiques... C'était un mouvement national juste, et les fautes de ceux qui l'ont provoqué sont d'autant plus lourdes. »  
et le 29 octobre :

« Les jeunes ont prouvé au cours des combats qu'ils n'étaient ni des fascistes, ni des contre-révolutionnaires, ni des pillards. Face à toutes les calomnies répandues jusqu'à présent, il est très important de déclarer cela nettement pour que le pays voit clairement le visage réel de cette jeunesse universitaire et ouvrière... »

Les calomnies, ce sont « L'Humanité », « La Pravda », « Libération », ce sont ces torchons staliniens qui les répandent. C'est à ces torchons staliniens que répond « Szabad Nep » !

Les éléments troubles, qui essaient de mettre à profit la situation dans un sens contre-révolutionnaire, sont emportés comme un fétu par le maëlstrom du mouvement des masses. Ce sont les insurgés eux-mêmes qui les dénoncent. C'est Radio-Győr, organe du Comité Ouvrier, qui s'écrie :

« Nous ne voulons pas que revienne le vieux système capitaliste, nous voulons une Hongrie indépendante et socialiste ! »

### LA BUREAUCRATIE DU KREMLIN, ENNEMIE MORTELLE DE LA CLASSE OUVRIERE

La lutte du prolétariat contre la bureaucratie stalinienne, qui entre aujourd'hui dans sa phase terminale, fut commencée par Lénine lui-même, qui consacra ses dernières forces, avant sa mort, à combattre l'ascension au pouvoir de Staline. Elle fut poursuivie par l'opposition de gauche de l'Internationale Communiste, sous la direction de Trotsky, dès 1923.

Profitant des défaites subies par la révolution hors des frontières de l'URSS, et de la lassitude du prolétariat soviétique, dont les meilleurs combattants avaient péri dans la guerre civile, une nouvelle aristocratie de directeurs d'usine, de techniciens, de fonctionnaires du Parti et de l'Etat parvint, à partir de 1921-23, à usurper l'héritage de

# Numérisation CERMTRI

la révolution d'octobre en URSS. Sur la base même de l'économie socialisée, de la nationalisation des usines et de la terre, de l'économie planifiée, ils s'octroyèrent des privilèges monstrueux. Leurs salaires 50 et 100 fois plus élevés que ceux des simples ouvriers, leurs appartements vastes et luxueux, leurs villas à la campagne, leurs autos, leurs domestiques insultent encore aujourd'hui au niveau de vie très bas des ouvriers et des paysans de l'URSS. C'est pour défendre, contre la légitime indignation des travailleurs, leurs privilèges que le sinistre Staline instaura un régime de terreur dirigé contre les masses, écrasant l'opposition de gauche, assassinant les vieux bolchéviks, les compagnons de Lénine, tout en les abreuvant des calomnies les plus infâmes, massacrant sans jugement des centaines de milliers de communistes et d'ouvriers sans parti, enfermant des millions d'hommes dans ses camps de concentration !

De nouvelles victoires du prolétariat sur le capitalisme représentaient une menace mortelle pour les privilèges de la bureaucratie en URSS même. C'est pourquoi Staline se fit l'allié de la bourgeoisie de tous les pays contre la révolution prolétarienne. Ce fut malgré lui que la révolution yougoslave, puis la révolution chinoise l'emportèrent. Il instaura en Europe Orientale un régime d'oppression policière et bureaucratique, privant les peuples des soi-disant « démocraties populaires » de toute liberté et de leur indépendance nationale.

## LE POUVOIR DES CONSEILS OUVRIERS

Il y a plus de vingt ans, Léon Trotsky annonça l'inevitable soulèvement révolutionnaire des masses prolétariennes contre la bureaucratie, pour la démocratie socialiste. Ce pronostic se réalise aujourd'hui sous nos yeux. Des conseils d'ouvriers et de soldats, comme en Russie en 1917, couvrent la Hongrie. Ils s'appuient sur les milices ouvrières. Ils sont l'expression la plus directe du pouvoir ouvrier, de la démocratie prolétarienne. Ils châtièrent les bureaucrates assassins de communistes. Ils abolissent les privilèges des hauts fonctionnaires, qui insultent à la misère du peuple. Ils exigent la fixation d'un maximum de salaires. Ils entreprennent la réorganisation de fond en comble de l'économie, pour mettre le plan de production au service des besoins du peuple travailleur. Le nouveau Conseil Central des Syndicats, dont les membres sortent à peine de prison, réclament :

« La constitution de Conseils ouvriers dans toutes les usines, avec droit de regard sur la planification et l'établissement des normes.

— Instauration d'une direction ouvrière. Transformation radicale du système de planification et de la direction de l'économie exercée par l'Etat. Rajustement des salaires, augmentation immédiate de 15 % des salaires inférieurs à 800 forint et de 10 % pour les salaires de moins de 1.500 forint. Etablissement d'un plafond de 3.500 forint pour les traitements mensuels. Suppression des normes de production, sauf dans les usines où les conseils d'ouvriers en demanderaient le maintien. Suppression de l'impôt de 4 % payés par les célibataires et les familles sans enfants. Majoration des retraites les plus faibles. Augmentation du taux des allocations fa-

miliales. Accélération de la construction de logements par l'Etat. »

On annonce enfin la réunion à Budapest d'un congrès des comités ouvriers, qui constituera « un gouvernement dans l'esprit de Bela Kun », le président de la République hongroise des Conseils de 1918, Bela Kun, fusillé par Staline ! Leur action est un exemple pour les travailleurs de tous les pays. Il sera suivi !

En URSS même, les répercussions seront immenses. Des soldats russes ont fraternisé avec les ouvriers hongrois. L'organe des syndicats hongrois réclame le droit d'asile pour eux en Hongrie. L'heure où les prolétaires russes livreront l'assaut aux canailles bureaucratiques tapies dans le Kremlin, où ils restaureront, à un niveau incomparablement plus élevé, la démocratie socialiste du temps de Lénine et de Trotsky — cette heure n'est plus éloignée !

## Les staliniens à la porte !

L'heure est venue, pour les travailleurs français, de tirer profit pour eux-mêmes de ces événements révolutionnaires gigantesques. De Varsovie et de Budapest à Alger et Rabat, la révolution gronde. La classe ouvrière française prendra bientôt sa place au tout premier rang dans ce combat. Il faut pour cela briser le carcan bureaucratique stalinien que constitue l'appareil du PCF et de la CGT, ce rempart de la bourgeoisie française contre la révolution prolétarienne. Les staliniens, ces diviseurs, ces calmateurs professionnels, ces organisateurs de grèves tournantes, ces saboteurs de la grève générale, ces combinards parlementaires, ces voteurs de pouvoirs spéciaux à Lacoste, ces ennemis de l'indépendance des peuples coloniaux, ces partisans de la « voie parlementaire vers le socialisme », ces adeptes dévôts du traître contre-révolutionnaire Staline et de ses successeurs, ces laudateurs des assassins des ouvriers hongrois — les staliniens doivent être chassés du mouvement ouvrier. A la porte les permanents, les fonctionnaires « syndicaux », les « chefs ouvriers », choisis par eux-mêmes, soucieux seulement de préserver leur fromage ! A la porte du mouvement ouvrier, les Thorez, Duclos, Servin et leurs derniers fidèles ! Ces canailles bureaucratiques, instruments du gouvernement contre-révolutionnaire du Kremlin, doivent être extirpées du mouvement ouvrier !

Place à l'action libératrice des masses, malgré et contre tous les bureaucrates ! Pour mettre fin à la guerre d'Algérie, pour vaincre la misère, pour abattre le capitalisme, il nous faut un nouveau parti ouvrier, libre de toute attache avec la bourgeoisie comme avec tout gouvernement étranger ! Un parti sans bureaucrates, où les travailleurs fassent la loi, et non les permanents ! Un véritable parti de classe !

C'est ce combat que mènent les trotskystes ! Travailleurs, tourne le dos au bureaucrate, rejoins nos rangs sans retard !

## LE BUREAU POLITIQUE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE (TROTSKYSTE)

(Section Française de la IV<sup>e</sup> Internationale.)

Paris, 30 Octobre 1956.

Chaque vendredi, lis « LA VERITE », l'hebdomadaire trotskyste. Rédaction-Administration : 5, rue de Charonne, Paris (XI<sup>e</sup>).

Tous à la réunion publique du P.C.I. aux Sociétés Savantes, salle D (28, rue Serpente), métro Odéon.

le vendredi 9 novembre à 20 h. 30 :

« DE BUDAPEST A ALGER, LA REVOLUTION GRONDE »